



COMPTE-RENDU DU COMITE SYNDICAL

DU MARDI 19 NOVEMBRE 2024

Le dix-neuf un novembre deux mille vingt-quatre à 18h00, le Comité syndical, légalement convoqué le mardi douze novembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni salle Olympe de Gouges à Saint Germain lès Arpajon, sous la présidence de Monsieur François CHOLLEY, Président du Syndicat de l'Orge.

Etaient présents :

Ballainvilliers : M-c. FARGEOT,
Cœur d'Essonne Agglomération : P. FOURNIER, G. KERVAN, L. CHERFA, F. ROUCHY, B. SPOTTI, T. ROUYER, B. FROGER, M. BERTINOT, J. KLEIN, S ; TANGUY, V ; BOUDRY, H. AUJALEU, S. COUSIN, J. PEREZ, R. CARPENTIER, N. FOUQUE, F. ARBELET, P-j. LE BEC, J. DELPIC, F. CHOLLEY, V. DABADIE, L. BENEDETTI, N. DACHICOURT,
Communauté d'Agglomération Paris-Saclay : M-c. FARGEOT, J. CARRE, S. PERDREAU,
Communauté de Communes Dourdannais en Hurepoix : L. LARREGAIN, B. PANOT, S. DELOGES, J-c. DESILE, P. HEURTEBISE, A. FONSECA, C. LIRZIN, M. HAUTEFEUILLE,
Communauté de Communes Entre Juine et Renarde : J-m. PICHON, P. LE FLOC'H,
Communauté de Communes du Pays de Limours : T. DEGIVRY, J. BRUNEL, P. VERGNIEUX, J. DETTMAN, E. DASSA, G. KASPERSKI, W. BERRICHILLO, F. VIVAT,
Dourdan : L. LARREGAIN, B. PANOT,
Epinay-sur-Orge : M-I. LUTIER,
Fontenay-lès-Briis : T. DEGIVRY,
Forge-les-Bains : P. VERGNIEUX, J. DETTMAN,
Grand Orly Seine Bièvre : F. SAINT-PIERRE, S. LAIGNEAU, J. EUGENE, D. GUETTO, A. MERRINA, J-b. BIGA,
Grand Paris Sud : F. OGBI,
La-Ville-du-Bois : J. CARRE, S PERDREAU,
Le-Val-Saint-Germain : S. OLLIVIER-HENRY,
Montlhéry : R. ZIANE, N. DA COSTA FERNANDES,
Saint-Chéron : J-c. DESILE, P. HEURTEBISE,
Saint-Cyr-Sous-Dourdan : A. FONSECA, C. LIRZIN,
Saint-Maurice-Montcouronne : W. BERRICHILLO,
Sermaise : M. HAUTEFEUILLE,
Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Limours : E. DASSA, G. KASPERSKI,
Vaugrigneuse : F. VIVAT,

Secrétaire de séance : Magali HAUTEFEUILLE, 5^e vice-présidente, Communauté de communes Dourdannais en Hurepoix, Sermaise,

Etaient absents excusés (titulaires) :

Angervilliers : C. GIRARD-MINDEAU,
Breux-Jouy : M. PETIT,
Cœur d'Essonne Agglomération : L. CAYROUSE, M. BETRANCOURT, C. BERTINE, B. FRIMON-RICHARD, M. GOESSENS, R. PERRET, B. LEPARQ, N. PFEIFFER, D. LEMAIRE, D. ESPRIN, N. GARRESSUS, A. LAMOUR, M. DURANTON, P. DECOMBLE, P. ROGER, P. LEVEAU, F. DA SILVA, G. FRAYSSE,
Communauté d'Agglomération de l'Etampois Sud Essonne : N. ANDRE, P. KOPACZ, C. THIERRY,

Communauté d'Agglomération Paris-Saclay : L. CASTAINGS, O. MARCHAU, J. D. DEMICHEL, C. LARDIERE, S. LEGRAND, O. THOMAS, B. GUILLOCHON, C. FOURNES,
Communauté d'Agglomération Rambouillet Territoires : J. DRAPPIER, I. COPETTI,
Communauté de Communes Dourdannais en Hurepoix : A. RODRIGUES, F. SARRAZIN, P. VALLEE, M-a. GANGNEBIEN, B. DESPREZ, L. DUHAY, D. NOUAILLES,
Communauté de Communes Entre Juine et Renarde : E. LAURENT, J. BURON, F. FUHRMANN, F. BAUDRON, R. LE BOEDEC,
Communauté de Communes du Pays de Limours : C. GIRARD-MINDEAU, D. CHAINTREUIL, J. SALANON, C. SCHOETTL, C. DROUET, P. BALLELIO, A. BOUTTEMONT,
Courson-Monteloup : D. CHAINTREUIL,
Epinay-sur-Orge : O. MARCHAU, S. PANZANI,
Forge-les-Bains : J. SALANON,
Grand Orly Seine Bièvre : J-j. GROUSSEAU, T. TAMIN, L. BENSARSA REDA, C. DELAVEAU-PIERACCI, S. HAMARD, C. CHEVALIER, J-m. VILAIN,
Grand Paris Sud : P. RIO,
Janvry : C. SCHOETTL,
La-Forêt-le-Roi : M-a. GANGNEBIEN,
Linaz : D. DEMICHEL, C. LARDIERE,
Marcoussis : S. LEGRAND, O. THOMAS,
Métropole du Grand Paris : J-j. GROUSSEAU, S. BENETEAU, L. BENSARSA REDA, N. LALLIER, A. MIRANDA, C. CHEVALIER, A. TEILLET, J. BERENGER, L. SAUERBACH,
Nozay : C. FOURNES,
Pecqueuse : C. DROUET,
Roinville-sous-Dourdan : L. DUHAY,
Saint-Chéron : D. NOUAILLES,
Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Limours : C. CHARDIN, S. MARTIN, P. BALLELIO, A. BOUTTEMONT, C. DROUET,

Nombre de délégués : 142

Présents : 72 (dont 16 avec double vote)

Quorum : 72

Votants : 72

Assistaient également :

Jean-Marc BOUCHY, Directeur général de services,

Stéphane SOL, Directeur général adjoint de la direction « Ressources »,

Franck BOITTIN, Directeur général adjoint de la direction « Milieux Naturels »

Julie DUFOURD, responsable de la direction « Prévention des risques inondation et innovation »,

Pascale SIMONIN, responsable de la direction « Communication et Développement Durable »,

PRINCIPALES DÉCISIONS

- Examen du rapport d'orientation budgétaire
- Approbation des rapports annuels d'assainissement

Le quorum étant atteint, le Président, François CHOLLEY, ouvre la séance à 18h15

Magali HAUTEFEUILLE, 5^e vice-présidente, Communauté de communes Dourdannais en Hurepoix, Sermaise, est désignée secrétaire de séance.

Approbation du compte-rendu du Comité syndical du mardi 25 juin 2024

Aucune remarque n'étant apportée au compte-rendu du Comité syndical du 25 juin 2024, celui-ci est approuvé à l'unanimité

Approbation du compte-rendu du Comité syndical du mercredi 3 juillet 2024

Aucune remarque n'étant apportée au compte-rendu du Comité syndical du 3 juillet 2024, celui-ci est approuvé à l'unanimité

Délibérations du Bureau syndical du 4 juin 2024

Prises en application de la délibération du Comité Syndical n° AG-2020/31 du 24 septembre 2020, conformément à l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

N°2024.16 :

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : autorise le Président à modifier le tableau des effectifs.

N° 2024.17 :

OCTROI D'UN CONGE BONIFIE AVEC UNE INDEMNITE DE CHERTE DE VIE AVEC PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT : autorise le Président à octroyer un congé bonifié à Madame Valérie Grondin du 1^{er} aout au 31 aout 2024, à engager les dépenses nécessaires pour la prise en charge des frais de transports de l'agent et ses enfants mineurs, entre la métropole et le département de la Réunion, et à engager les dépenses nécessaires pour la prise en charge de l'indemnité de cherté de vie, imputée sur la paie de l'agent pour la période concernée.

N° 2024.18 :

CONVENTION DE MANDAT POUR LA GESTION DE LA PARTICIPATION DU FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (PFAC) PAR LE SYNDICAT DE L'ORGE AVEC LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PARIS SACLAY – ANNULE ET REMPLACE : annule la délibération 2022.52 du 6 décembre 2022, et autorise le Président à signer une convention de mandat pour la gestion de la participation du financement de l'assainissement collectif avec la Communauté d'agglomération Paris-Saclay.

N°2024.19 :

DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LE CONTROLE DE BATIMENTS COLLECTIFS A DOURDAN ET A FORGES LES BAINS : autorise le Président à déposer des dossiers de demandes de subventions auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et du Conseil départemental de l'Essonne.

N°2024.20 :

MISE A JOUR DE LA ZONE DE PREEMPTION DES ESPACES NATURELS SENSIBLES SUR LA COMMUNE DE MARCOUSSIS ET DELEGATION DU DROIT DE PREEMPTION : approuve la définition de la zone de préemption d'une superficie de 553,3 hectares, dont 100,1 hectares en zone de préemption déléguée à la Commune ; 444,7 hectares en zone de préemption déléguée à la Région et 8,5 hectares en zone de préemption déléguée au Syndicat de l'Orge, au titre des ENS telle qu'elle est identifiée sur les plans de situation et les plans de délimitation joints à la présente délibération, demande au Département de bien vouloir déléguer aux Syndicat de l'Orge son droit de préemption pour l'acquisition de parcelles identifiées sur les plans de situation et les plans de délimitation joints à la présente délibération, autorise le Président à signer tout acte lié à la mise en place du droit de préemption délégué au Syndicat sur le territoire de Marcoussis, et à réaliser des acquisitions de terrains et à signer toutes les pièces nécessaires.

N°2024.21 :

ACQUISITION PARTIELLE DE LA PARCELLE C N°434 SUR LA COMMUNE DE FONTENAY-LES-BRIS : autorise le Président à acquérir partiellement la parcelle C n°434 sur la commune de Fontenay-lès-Bris pour

un prix de 1€ le m² et à signer toutes les pièces nécessaires, et à déposer des dossiers de demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie, du Conseil départemental de l'Essonne et du Conseil Régional d'Ile-de-France.

N°2024.22 :

ACQUISITION PARTIELLE DES PARCELLES AW n°428,429,430,511,513 SUR LA COMMUNE DE SAVIGNY SUR ORGE : autorise le Président à réaliser l'acquisition des parcelles AW n°428, AW n°429, AW n°430, AW n°511, AW n°513 sur la commune de Savigny-sur-Orge, à signer toutes les pièces nécessaires et prendre en charge les frais attenants.

N°2024.23 :

ACQUISITION DES PARCELLES ZD n° 12 ET B n°375, ET CREATION D'UNE SERVITUDE SUR LA PARCELLE ZB n°58 SUR LA COMMUNE DE PECQUEUSE : autorise le Président à réaliser l'acquisition totale de la parcelle ZD n°12, l'acquisition partielle de la parcelle B n°375 sur la commune de Pecqueuse, à signer toutes les pièces nécessaires et prendre en charge les frais attenants, et à mettre en place une servitude sur la parcelle ZB n°58 de la commune de Pecqueuse et à signer toutes les pièces nécessaires.

N°2024.24 :

SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE ILE DE FRANCE MOBILITE ET LE SYNDICAT DE L'ORGE : autorise le Président à signer une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec Ile de France Mobilité.

N°2024.25 :

CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE REOUVERTURE DE L'ORGE A JUVISY : autorise le Président à signer une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage publique avec la commune de Juvisy-sur-Orge et toutes les pièces afférentes.

N°2024.26 :

CONVENTION DE MISE EN ŒUVRE DE VERBALISATION ELECTRONIQUE PAR LA BRIGADE DE L'ORGE : autorise le Président à signer une convention avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions relative à la mise en œuvre du processus de verbalisation électronique sur le territoire du Syndicat de l'Orge.

N°2024.27 :

EQUIPEMENT DE PROTECTION DE LA BRIGADE DE L'ORGE : autorise le Président à équiper les agents de la Brigade de l'Orge d'une arme classée en catégorie D, ceux-ci pourront porter et transporter ces équipements dans le cadre de leur mission.

N°2024.28 :

TRAVAUX DE RENATURATION DE LA SALLEMOUTILLE ET DE REQUALIFICATION DE LA PROMENADE DE MARCOUSSIS : autorise le Président à déposer un dossier de demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, du Conseil départemental de l'Essonne et du Conseil Régional d'Ile-de-France, pour les travaux de renaturation de la Sallemoutille et de requalification de la promenade à Marcoussis, et à signer une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage publique avec la commune de Marcoussis.

N°2024.29 :

DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION ET LA MISE EN CONFORMITE D'UN COLLECTEUR D'EAUX USEES SIS CLOS DE L'AULNAYE A SAINT-YON : autorise le Président à déposer un dossier de demande de subventions pour une mise en conformité des réseaux sis Clos de l'Aulnaye à Saint-Yon, auprès de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et du Conseil Départemental de l'Essonne.

Délibérations du Bureau syndical du 24 septembre 2024

Prises en application de la délibération du Comité Syndical n° AG-2020/31 du 24 septembre 2020, conformément à l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

N°2024.30 :

CONVENTION DE GESTION DU DISPOSITIF DE SIGNALEMENT AVEC LE CIG GRANDE COURONNE ILE-DE-FRANCE : autorise le Président à signer une convention de gestion du dispositif de signallement avec le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région Ile-de-France, pour une durée de 3 ans.

N° 2024.31 :

DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR DES DIAGNOSTICS DE CONFORMITE DES BATIMENTS COMMUNAUX DES COMMUNES SOUS LA COMPETENCE COLLECTE DU SYNDICAT DE L'ORGE : autorise le Président à déposer un dossier de demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et du Conseil départemental de l'Essonne pour réaliser des diagnostics de conformité sur les rejets d'eaux usées non domestiques et assimilées de bâtiments communaux ou s'exerce la compétence collective du Syndicat de l'Orge.

N° 2024.32 :

PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE LE SYNDICAT DE L'ORGE ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND PARIS-SUD SEINE-ESSONNE-SENART, RELATIF AUX DEVERSEMENTS DES EAUX USEES DANS LES OUVRAGES DU SYNDICAT DURANT LA PERIODE DU 7 AU 10 NOVEMBRE 2022 : autorise le Président à signer un protocole d'accord avec la Communauté d'agglomération Grand-Paris-Sud Seine-Essonnes-Sénart, pour fixer les modalités liées aux déversements des eaux usées dans les ouvrages du Syndicat de l'Orge durant la période du 7 au 10 novembre 2022.

N°2024.33 :

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA POSE, LA MAINTENANCE ET L'EXPLOITATION DE POINTS DE MESURE DANS LE CADRE DE LA REALISATION DU DIAGNOSTIC PERMANENT SUR LE BASSIN VERSANT DE LA STEP DE BRIIS : autorise le Président à signer une convention de partenariat avec les communes de Briis-sous-Forges et Limours pour la pose, la maintenance et l'exploitation de points de mesures de débitmétrerie, et à déposer des dossiers de demande de subvention auprès du Conseil Départemental de l'Essonne et de l'Agence de l'Eau-Seine-Normandie.

N°2024.34 :

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA REALISATION DU SDA DES BASSINS VERSANTS DES STEP DE BRIIS, BAJOLET, FRILEUSE ET LE COUDRAY : autorise le Président à signer la convention de partenariat avec le Syndicat intercommunal d'assainissement SIAL et les communes de Limours et Briis-sous-Forges pour la réalisation du Schéma Directeur d'Assainissement des bassins versants des STEP de Briis, Bajolet, Frileuse et le Coudray, et à déposer des dossiers de subventions auprès du Conseil départemental de l'Essonne et de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

N°2024.35 :

DEPOT D'UN AVENANT A LA DECISION D'AUTORISATION D'ENGAGEMENT AVEC L'AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE POUR LES MISES EN CONFORMITE DES PARTICULIERS SOUS PARTIES PRIVATIVES SUR LE TERRITOIRE DU SYNDICAT DE L'ORGE : autorise le Président à déposer une demande d'avenant à la Décision d'Autorisation d'Engagement du 29/07/2021 auprès de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

N°2024.36 :

ACQUISITION PARTIELLE DE LA PARCELLE AD 31 SUR LA COMMUNE DE BREUILLET : autorise le Président à acquérir partiellement la parcelle AD N°31 sur la commune de Breuillet, signer tous les actes et engager les frais liés à cette acquisition, et à déposer des dossiers de demandes de subventions auprès de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et du Conseil Départemental de l'Essonne.

N°2024.37 :

DEMANDE DE SUBVENTION ET ACQUISITIONS DES PARCELLES AL N°416, AL N°422 SUR LA COMMUNE DE JUVISY-SUR-ORGE : autorise le Président à procéder à l'acquisition des parcelles AL n°416 et AL n°422 sur la commune de Juvisy-sur-Orge, signer tous les actes et engager tous les frais liés à l'acquisition, et à

déposer un dossier de demande de subventions auprès de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, du Conseil départemental de l'Essonne, le Conseil régional Ile-de-France et la Métropole du Grand Paris.

N°2024.38 :

ACQUISITION DE PARCELLE AP N°49 A LONGPONT-SUR-ORGE DANS LE CADRE DE L'APPEL A CANDIDATURE SAFER, DOSSIER N° AA 91 240021 : autorise le Président à acquérir la parcelle AP n°49 sur la commune de Longpont-sur-Orge, signer tous les actes et engager les frais liés à cette acquisition.

N°2024.39 :

DEMANDE DE MISE EN PLACE D'UNE SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE ET D'UNE ENQUETE PARCELLAIRE DES DIGUES DE LA MORTE RIVIERE A VIRY-CHATILLON : approuve la création d'une servitude de type PM7, relative aux ouvrages ou infrastructures permettant de prévenir les inondations et les submersions, approuve la mise en œuvre de la procédure d'instauration de servitude d'utilité publique au titre de l'article L 566-12-2 du Code de l'Environnement, approuve le dossier d'enquête publique relatif à l'instauration de la Servitude d'Utilité Publique et le dossier d'enquête parcellaire, et autorise le Président à solliciter auprès de la Préfecture, l'ouverture de l'enquête parcellaire ainsi que l'enquête publique nécessaire pour l'instauration de servitude d'utilité publique (type PM7).

N°2024.40 :

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE AVEC RTE SUR LA PARCELLE A N°557 A BRETIGNY SUR ORGE : autorise le Président à signer une convention d'occupation temporaire de la parcelle A n°557 située à Brétigny-sur-Orge par le gestionnaire du réseau de transport d'électricité RTE.

N°2024.41 :

DEMANDE DE SUBVENTION ET REALISATION DES TRAVAUX DE SUPPRESSION D'UN OBSTACLE A LA CONTINUITE ECOLOGIQUE SUR LA PREDECELLE A VAUGRIGNEUSE : autorise le Président à déposer une Déclaration d'Intérêt Général et une déclaration Loi sur l'Eau, et à déposer un dossier de demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, dit que le Syndicat de l'Orge informera les partenaires financiers de l'avancement des réalisations, et dit que les travaux seront réalisés sous la charte Qualité nationale des ouvrages et aménagements de Gestion durable et intégrée des Eaux Pluviales.

Décisions du Président prises du 18 juin 2024 au 22 octobre 2024

En application de la délibération du Comité syndical n°AG-2020/30 du 24 septembre 2020, conformément à l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° 2024/30 :

Signature de l'avenant n°2 au marché de travaux de démolition de bâtis sur la parcelle AB20 6 impasse de la Prairie à Morsang-sur-Orge, marché 22-016, avec la société BOUVELOT. Le montant de cet avenant est fixé à 13 680.50 € H.T. Le montant total du marché passe ainsi à 96 630.50 € H.T.

N° 2024/31 :

Signature de l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre pour la définition de travaux sur les stations de relevage et de refoulement des eaux usées, marché n° 20-016, avec le cabinet OCEAM INGENIERIE. La fixation du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre, arrêté à l'issue de la phase PRO à 39 789.62 € HT, soit une augmentation de 29.40 % par rapport au montant initial de 30 750,00€ HT.

N° 2024/32 :

Attribution de l'accord-cadre à bon de commande N°23-025 relatif au schéma directeur d'assainissement pour la commune de Courson-Monteloup, à la société ARTELIA. Il comprend un montant maximum fixé à 90 000€ HT pour sa durée.

N° 2024/33 :

Absence d'acte.

N° 2024/34 :

Attribution de l'accord cadre à bon de commande n°24-015 relatif à la réalisation d'analyses hydrobiologiques, à la société HYDROSPHERE. Il comprend un maximum fixé à 70 000€ HT par an

N° 2024/35 :

Attribution de l'accord cadre à bon de commande n°24-010 relatif à la réalisation de diagnostics de conformité des déversements d'origine non domestiques et assimilés domestiques, à la société SNE QUANTITEC. Il comprend un maximum fixé à 250 000€ HT par an.

N° 2024/36 :

Signature du contrat de maintenance du poste de pompage à Vaugrigneuse, marché n° 24-021, avec la société SOTERKENOS. Le montant annuel est de 2 066.11 € HT.

N° 2024/37 :

Création de la régie pour l'encaissement des participations au financement de l'assainissement collectif (PFAC).

N° 2024/38 :

Attribution du marché n° 24.024, relatif aux travaux de confortement d'un mur mitoyen avec fondation sur la parcelle AB20 située 6 impasse de la prairie à Morsang-Sur-Orge, à la société TERIDEAL. Le montant de l'offre retenue est de 68 665,00 € HT.

N° 2024/39 :

Signature d'un contrat de prêt de ligne de trésorerie avec la Caisse d'Epargne Ile-de-France pour le Budget Assainissement, d'un montant d'1 000 000 €.

N° 2024/40 :

Signature d'un contrat de location et de maintenance de cinq photocopieurs avec la société AE BUREAUTIQUE.

N° 2024/41 :

Attribution du marché n° 23.033, relatif aux travaux sur la station de relevage (ST 16) des eaux usées sur la commune de Brétigny sur Orge - rue du Petit Paris, au Groupement PR SECURITE (mandataire) – PINTO (co-traitant). Le montant de l'offre retenue est de 688 308 € HT.

N° 2024/42 :

Déclaration sans suite du marché 20-008 : mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conception et la réalisation des travaux de dévoiement de l'antenne d'eaux usées du Cotin à Paray-Vieille-Poste.

N° 2024/43 :

Attribution du marché n° 23.034, relatif aux travaux sur la station de relevage des eaux usées ST 17 dit « BOLL » chemin de l'Aulnay sur la commune de Leuville-sur-Orge, au Groupement SETHA (Mandataire) – SADE (co-traitant). Le montant de l'offre retenue est de 769 765.00 € HT.

N° 2024/44 :

Attribution du marché n°24.017 pour la réalisation d'enquêtes de conformité assainissement pour maisons individuelles, immeubles et assainissement non collectif, à la société SNE QUANTITEC. Le marché est un accord-cadre à bon de commande d'un montant maximum de 350 000€ annuel.

N° 2024/45 :

Déclaration sans suite du Marché 2024.001 : Modernisation du système de télégestion.

N° 2024/46 :

Attribution du marché n°24.018, relatif aux travaux de réhabilitation du réseau de collecte des eaux usées des rues des Sources et de la Vallée à Forges-les-Bains, au Groupement M.G.C.E (mandataire) - France Travaux. Le montant de l'offre retenue est de : 499 909 € HT.

N° 2024/47 :

Signature de l'avenant n°1 à l'accord-cadre, relatif aux « diagnostics de conformité des déversements d'eaux usées d'origines domestiques et assimilés domestiques », n° 20-013, conclu avec la société SNE QUANTITEC. Le nouveau montant maximal annuel de la dernière période est porté à 275 000 € HT, ce qui porte le montant global de l'accord cadre à 1 025 000 € HT.

N° 2024/48 :

Attribution du marché 24.020 relatif aux travaux pour la réouverture de l'Orge à Juvisy-sur-Orge Lot 1 - réouverture et diversification de l'Orge, Lot 2 - requalification et optimisation des espaces publics :

- Le lot 1 « Réouverture et diversification de l'Orge » du marché relatif marché relatif aux travaux pour la réouverture de l'Orge à Juvisy-sur-Orge (91) est attribué au Groupement SETHY (mandataire) - TERIDEAL - AURA TP, pour un montant de 5 116 115,20€ HT comprenant la tranche ferme et les 2 tranches optionnelles,
- Le lot 2 « Requalification et optimisation des espaces publics » du marché relatif aux travaux pour la réouverture de l'Orge à Juvisy-sur-Orge (91) est attribué au Groupement TERIDEAL (Mandataire) - TERIDEAL SEGEX ENERGIES - SETHY - SOLS IDF - EJJ, pour un montant de 2 931 788,00 € HT.

N° 2024/49 :

Signature de 2 contrats avec la société Eco-compteur :

- contrat d'abonnement aux licences ECO-Visio professionnelle avec une télétransmission quotidienne et de la sauvegarde des données incluant le service ECO-Alerte,
- contrat d'achat de compteurs PYRO Evo.

N° 2024/50 :

Attribution du marché 24.023 : Travaux de reprise de l'ouvrage de sortie du bassin du Gué sur la commune de Marcoussis (Technique d'injection de Résines), à la société URETEK. Le montant de l'offre retenue est de 120 649.20 € HT.

I. POINTS D'INFORMATIONS

François CHOLLEY annonce le décès de Jacques Gauchet, délégué de la commune de Montlhéry.

- [CALENDRIER DES INSTANCES DU PREMIER SEMESTRE 2025, PRESENTE ET JOINT AU COMPTE RENDU.](#)
- [RETOUR SUR LES 2 CRUES, 9 OCTOBRE ET 18 OCTOBRE ET JOURS QUI SUIVENT.](#)

« François CHOLLEY rappelle qu'une note explicative sur les 2 crues, qui s'est voulue claire et précise, a été envoyée à tous les délégués et maires le 13 novembre dernier.

François CHOLLEY propose de faire un résumé de l'évènement sans évoquer les situations locales, sachant que de nombreuses réunions spécifiques avec les communes et les riverains ont eu lieu ou sont programmées à ce sujet.

Si les délégués le souhaitent, une réunion dédiée à ces 2 crues sera organisée pour pouvoir approfondir les échanges.

Les événements vécus ont été exceptionnels, liés à 2 tempêtes majeures, Kirk et Leslie, et faisant suite à un mois particulièrement humide où les pluies ont apporté en septembre et début octobre 3 fois la normale, avec 150 mm d'eau tombée. Les sols étaient de ce fait gorgés d'eau, et les cours d'eau présentaient un fort débit.

Le premier épisode du 9 octobre a apporté 50 à 80 mm d'eau suivant les endroits, puis le 18 octobre 40 à 50mm.

Ces conditions n'avaient jamais été vues, entraînant des inondations sans précédent.

Le premier épisode pluvieux du 9 octobre a provoqué un ruissellement intense inondant de nombreux secteurs sur les plateaux et sur les axes de ruissellement, puis les crues de l'Orge et de la Rémarde sont apparues et se sont propagées progressivement vers l'aval en mettant 4 jours de Dourdan à Savigny sur Orge.

Les bassins de retenue étaient vides avant le premier épisode mais se sont remplis rapidement au-delà de leur capacité, et lors du 2^{ème} épisode les bassins étaient encore pleins avant l'arrivée des pluies.

Les temps de retour des débits sont estimés à 100 ans sur l'Orge amont et la Rémarde avec des débits multipliés par 10, soit de 2 à 20 m3/s par exemple sur la Rémarde. Les conséquences ont été les inondations des constructions, habitants et activités, situées en zones inondables identifiées dans les PLU.

Une autre conséquence inattendue a été la mortalité piscicole observée sur plusieurs bassins dues à une baisse d'oxygène dans l'eau. Les causes sont les apports d'eaux usées mélangées par les cours d'eau en crue et le brassage des sédiments des fonds de bassins.

Concernant les alertes, pour rappel, juridiquement, l'alerte est effectuée par l'Etat ou le Codis, le Syndicat apportant des informations complémentaires. Ainsi, 30 messages d'alerte vigi'Orge et 29 bulletins de situation ont été diffusés aux communes et aux 2500 habitants inscrits. A noter que 500 nouvelles inscriptions ont été enregistrées pendant les crues. Pour rappel, le dispositif vigi'Orge est libre et gratuit. Il fait l'objet de travail avec les communes pour en faire la promotion par des inaugurations, mais que tout à chacun peut s'y inscrire sur demande. Le Syndicat a enregistré 1000 appels sur son standard dont la moitié les 4 premiers jours.

A propos des rôles respectifs du Syndicat et des communes, le Syndicat qui a la compétence GEMAPI gère et met en place des aménagements hydrauliques passifs, est responsable des digues et barrages classés, avec une obligation de surveillance, procède à l'enlèvement des embâcles au niveau des ponts, clapets et obstacles divers et nettoie par rotation permanente les grilles et vannes des ouvrages hydrauliques. En outre, il intervient sur les pollutions qui surviennent fréquemment lors de crues.

Les communes ont le rôle de gestion de crise, de développement de leur Plan communal de secours, ont le pouvoir de police pour intervenir sur les voiries et orienter les habitants et procèdent aux évacuations et relogement si nécessaire.

La note explicative évoqué en début de propos a été envoyée à tous et comprend notamment quelques éléments sur les fausses idées qui circulent comme le zouave à Paris qui a les pieds au sec alors que la crue a lieu ici.

Certains maires ont écrit des courriers au Syndicat auxquels nous avons répondu et plusieurs réunions spécifiques se tiennent.

Les axes de travail à développer pour être mieux préparé aux futurs événements sont les suivants :

- Un partenariat à mettre en place avec Rambouillet Territoire qui a la compétence GEMAPI sur l'Orge amont et la Rémarde amont.*
- L'ajout de capteurs de niveaux à divers endroits sensibles aujourd'hui non équipés.*
- Un travail avec la préfecture pour pouvoir intervenir sur les vannes privées notamment des moulins qui font obstacle à l'écoulement des crues.*
- Continuer à développer des zones naturelles d'expansion de crue, des communes ont indiqué des terrains potentiels à ce sujet*

François CHOLLEY interroge les délégués sur l'opportunité d'une réunion dédiée aux crues d'octobre. Considérant le nombre de personnes intéressées, une réunion d'échange est fixée au 9 décembre 2024 prochain.

Benoit PANOT interroge sur les travaux de renaturation.

François CHOLLEY indique que le Syndicat continue à mener des travaux de renaturation qui permettent une meilleure absorption des crues. L'Agence de l'eau ne finance pas l'aspect hydraulique des aménagements, mais le Syndicat propose des projets intégrés qui avec la renaturation permettent de réduire localement les inondations, c'est le cas par

exemple à Breuillet où le Syndicat travaille sur une plaine inondable afin de protéger un quartier.

Regis CARPENTIER demande si la note du Syndicat est diffusable.

François CHOLLEY précise que la note n'est pas conçue pour être grand public, mais que chaque commune peut l'exploiter et la communiquer comme elle le souhaite. Un numéro du Fil de l'Orge destinée aux habitants est prévu en janvier 2025.

Pierre-Jean LE BEC demande des précisions sur la compétence ruissellement.

François CHOLLEY indique que le Syndicat mène des études et propose des conseils à ce sujet, mais qu'il n'a pas la compétence administrative au sens du code des collectivités territoriales. Par ailleurs, le Syndicat ne dispose pas non plus de recettes pour intervenir sur le ruissellement. François CHOLLEY a interpellé le préfet. Le Syndicat peut implicitement agir dans le cadre général de la compétence GEMAPI.

Pierre-jean LE BEC signale que 4 crues ont eu lieu à Saint germain en 5 ans et que les références statistiques devraient évoluer.

Sylvain TANGUY cite le ministre de la transition écologique qui a expliqué que toutes nos références sont caduques (graphique, abaques, prévision, modèles) et sont à revoir ce qui pourrait bouleverser les règles comme les PPRI par exemple. On rentre dans une période d'inconnus. »

II. POINTS DE DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

1 APPROBATION DES RAPPORTS ANNUELS D'ASSAINISSEMENT (TRANSPORT, EPURATION ET COLLECTE) 2023

Rapporteurs : Jean-Jacques GROUSSEAU / Fatima OGBI / Thierry DEGIVRY

Les documents seront remis et présentés lors du Comité syndical du 19 novembre 2024.

Il est proposé au Comité syndical d'approuver les rapports annuels d'assainissement 2023 (transport, épuration et collecte).

« Pascale REINIER présente les différents rapports.

François CHOLLEY indique que les primes « épuration » qui étaient versées par l'Agence de l'eau en fonction des rendements des stations d'épuration n'existeront plus. Elles sont remplacées par un dispositif de performance des systèmes d'assainissement. Si la performance est médiocre, le Syndicat devra reverser une grande part d'une redevance de l'Agence prélevée sur la facture d'eau. Si les systèmes sont performants, il ne reversera qu'une petite part de cette redevance.

Francis VIVAT demande les échéances pour la reconstruction de la station de Vaugrigneuse.

Pascale REINIER explique la complexité des demandes de la police de l'eau depuis 1 ans et demi sur le type de traitement, puis la demande de ne pas rejeter dans le cours d'eau mais infiltrer, ce qui demande de la surface située en zone humide. Il est de ce fait nécessaire

de compenser ces zones humides à hauteur de 150 % en trouvant d'autres secteurs de zones humides. Chaque prospection demande des études géotechniques longues.

François CHOLLEY déplore la longueur des instructions et les demandes multiples de la préfecture pour qui le temps ne compte pas alors que l'ancienne station à reconstruire continue à polluer.

Francis VIVAT souhaite pouvoir communiquer au fur et à mesure et souhaiterait ces informations régulièrement.

Thierry DEGIVRY indique qu'il ne faut pas hésiter à questionner les services qui sont toujours disponibles pour répondre ou participer à une réunion.

Pierre-jean LE BEC suggère de distinguer les non-conformités majeures sur les branchements, des non-conformités mineures.

François CHOLLEY souhaite en effet que les présentations intègrent cette distinction.

Philippe HEURTEBISE indique que le CII à Saint Chéron est en charge à chaque crue et débord. Il est nécessaire de faire avancer les travaux rue des Herbages.

François CHOLLEY confirme que le projet avance et indique que lorsque les sols sont saturés et les cours d'eau pleins, les réseaux n'étant pas étanches (fissures, casses...) se remplissent d'eaux claires. C'est pourquoi les travaux de rénovation des réseaux sont nécessaires également en amont de Saint Chéron. Des travaux sont prévus en 2025 à Dourdan et Saint Martin notamment. »

Le Comité syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuve les rapports annuels d'assainissement (transport, épuration et collecte) 2023.

2 RAPPORTS D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025 RIVIERE ET ASSAINISSEMENT

Rapporteur : William BERRICHILLO

Le Rapport d'Orientation Budgétaire 2024 est présenté en séance, suivi d'un débat sur ces orientations.

Il est proposé au Comité syndical d'approuver le Rapport d'Orientation Budgétaire 2025 Rivière et Assainissement.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, prend acte de la tenue d'un débat sur les orientations budgétaires 2025 et approuve le Rapport d'Orientation Budgétaire 2025 Rivière et Assainissement.

3 BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2024 - RIVIERE

Rapporteur : William BERRICHILLO

La note du budget supplémentaire 2024 « Rivière » est présentée en séance.

Il est proposé au Comité syndical d'approuver le budget supplémentaire 2024 « Rivière ».

Le Comité syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuve le budget supplémentaire 2024 « Rivière ».

4 BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2024 - ASSAINISSEMENT

Rapporteur : William BERRICHILLO

La note du budget supplémentaire 2024 « Assainissement » est présentée en séance.

Il est proposé au Comité syndical d'approuver le budget supplémentaire 2024 « Assainissement ».

Le Comité syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuve le budget supplémentaire 2024 « Assainissement ».

III. QUESTIONS DIVERSES

« Aucune question diverse supplémentaire n'est posée. »

L'ordre du jour étant épuisé, et en l'absence de questions diverses, le Président lève la séance à 20h30

Le Président,

François CHOLLEY



La Secrétaire de séance,

Magali Hautefeuille

